



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

**CTSD de l'Aude**  
**12 mars 2021**

## **Déclaration de la FSU 11**

Cela fait des mois que la FSU dénonce le tour de vis budgétaire imposé par le ministre Blanquer aux collèges et aux lycées. 1800 postes sont supprimés alors que plus de 20 000 élèves sont attendus. Il n'est tenu aucun compte du contexte particulier de la période, qui a vu des élèves connaître une rupture pédagogique lors du premier confinement et qui voit des lycéennes et des lycéens suivre une scolarité hybride à géométrie variable. Le ministre continue de faire des économies sur le dos des élèves et leurs professeurs.

Lors du CTSD de janvier, la FSU a montré que pour une légère baisse de 49 élèves, les collèges de l'Aude subissent la suppression de 5 divisions et l'équivalent de 8 postes (ETP). Mais comme si cela ne suffisait pas, l'équivalent de 4 postes de plus sont remplacés par des heures supplémentaires et 26 collèges sur 28 voient la part des heures supplémentaires augmenter dans leur dotation.

Il s'agit donc bien d'une dégradation assumée des conditions de travail des professeurs qui vont voir leur nombre d'élèves augmenter et subir de plus en plus de compléments de service : certains sont même bringuebalés entre 3 établissements ! Comment ne pas voir qu'il s'agit *in fine* aussi d'une dégradation des conditions d'enseignement pour les élèves des collèges ?

Ce CTSD qui entérine les créations et suppressions de postes permet en effet d'apprécier les conséquences concrètes sur le terrain des politiques du ministère. De ce point de vue, les chiffres sont éloquentes : pour la première fois, les propositions des services académiques avant le groupe de travail du 8 mars dernier comportaient 13 suppressions et aucune création, ce qui est inédit. Plusieurs suppressions proposées ne laissent envisager aucune solution de repli pour les personnels victimes d'une mesure de carte scolaire.

Comme chaque année, la FSU a fait des propositions lors du groupe de travail pour que des postes supplémentaires soient ouverts et que davantage de stabilité soit offerte aux personnels et donc aux élèves.

Il n'en reste pas moins que malgré toutes les améliorations que nous pourrions obtenir aujourd'hui, ce sont bien les orientations globales qui sont en cause : les effectifs de classe supérieurs à 28 élèves sont devenus la norme et l'insuffisance des dotations met en concurrence les disciplines pour la mise en place des options ou des dispositifs dont les élèves ont besoin. Et il faudrait encore que les professeurs, auxquels on impose déjà trop d'heures supplémentaires, acceptent en sus d'assurer le dispositif Devoirs Faits ?

La logique du *faire plus avec moins* a trouvé ses limites depuis longtemps et la communication lénifiante du ministre ne masque pas la réalité, qui est celle de l'abandon du 2nd degré, de ses personnels et de ses élèves.

Au contraire, la FSU défend l'idée que le service public d'éducation n'est pas une charge, mais un investissement, au service de l'intérêt général.